VIGIL CONSILIUM

SAHEL EN 2027

Capitales tenues, routes disputées, garants d'emprunt

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger abordent 2027 en tenant leurs villes, non les routes qui les relient, des puissances extérieures assurant une part croissante de cette tenue.

Ce résumé est une traduction française du document « 2027 Strategic Outlook — Sahel » de Vigil Consilium, arrêté au 15 novembre 2026. Le texte anglais de chaque jugement est celui qui est figé dans le registre ; il est le seul à faire foi et prévaut sur la présente traduction en cas de divergence. Ce document relève de la recherche et de l'analyse : il ne constitue ni un conseil, ni une recommandation, ni une prédiction. Aucune probabilité chiffrée n'est attachée aux jugements : « attendu », « plausible » et « non attendu » désignent l'issue envisagée par Vigil, et le niveau de confiance (élevée, modérée, faible) qualifie la solidité de la base analytique, non la probabilité qu'un événement se produise.

JUGEMENT CENTRAL

Vigil s'attend à ce que 2027 prolonge l'équilibre de 2026 sans le résoudre : trois gouvernements militaires tiennent leurs capitales et leurs villes-carrefours, ne parviennent pas à sécuriser les routes qui les relient et n'ont d'élection inscrite à aucun calendrier. Ce qui décide de l'année est d'ordre économique et interne : les corridors, le carburant, les recettes de l'or et la cohésion d'armées qui subissent des pertes. Les garants extérieurs portent une part plus lourde de la charge : la Russie dans les trois États, et l'Algérie par un déploiement au Niger décidé en octobre 2026 et non encore observé à la date d'arrêt des recherches.

Modérée : la documentation est solide pour le Mali, mais les dossiers de Vigil sur le Burkina Faso et le Niger sont des états de référence, le Burkina Faso constitue une limite de visibilité depuis huit revues hebdomadaires, et la cohésion d'une armée ne s'observe pas avant qu'elle ne cède.

Le Sahel central aborde 2027 comme il a passé l'essentiel de 2026 : les États tiennent les villes et les groupes armés disputent l'espace qui les sépare. Le 25 avril 2026, une offensive conjointe du GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM) et du Front de libération de l'Azawad (FLA) a pris Kidal et tué le ministre malien de la Défense au moyen d'un véhicule piégé. Le 6 octobre, l'armée, opérant avec l'Africa Corps russe, est rentrée dans Kidal sans rencontrer de résistance, après que le FLA eut annoncé un retrait qu'il a qualifié de temporaire. Un mois plus tard, d'après RFI, elle tenait Kidal et deux autres villes du Nord, n'avait pas progressé au-delà, et le gouverneur n'était pas revenu.

Le terrain décisif n'est pas territorial. Le GSIM a déclaré un blocus du carburant en septembre 2025 et l'applique par phases ; Bamako est ravitaillée par convois sous escorte. Le chiffre des autorités, relayé par l'Institut d'études de sécurité (ISS), est d'environ 200 à 300 camions-citernes escortés par semaine depuis novembre 2025. La pression est négociable localement, non à l'échelle nationale : le 23 juin 2026, le GSIM a levé un blocus de deux ans sur la route de Mourdiah et de Nara à l'issue de discussions avec des notables locaux, tandis que l'armée dément que des pourparlers nationaux aient eu lieu. L'assise budgétaire s'est rétrécie : le ministère des Mines prévoit une production industrielle d'or de 51,2 tonnes en 2027, contre 66,5 tonnes en 2023, selon la lecture que Reuters fait de son plan.

Aucune des trois transitions ne prévoit, selon son propre calendrier, d'élection en 2027. La charte de la transition du Mali, révisée par une loi du 8 juillet 2025, confère à son président des mandats de cinq ans renouvelables jusqu'à la pacification du pays ; la transition du Burkina Faso a été prolongée de 60 mois en mai 2024, en vertu d'une charte remplacée en mars 2026 par un texte qui, selon RFI, ne fixe aucune durée ; la charte nigérienne de mars 2025 a fixé une durée de 60 mois, modulable. Le risque qui pèse sur elles vient de l'intérieur. Le 29 août 2026, des soldats se sont mutinés à Niamey ; la mutinerie a été réprimée avec l'appui de l'Africa Corps, appui que le Niger avait sollicité selon l'ambassadeur de Russie. Crisis Group estimait en janvier 2026 que le risque d'effondrement du régime au Mali et au Burkina Faso allait croissant. Vigil lit les trois pouvoirs comme durables face à leurs oppositions et exposés à leurs propres armées.

La Russie demeure le partenaire principal, et les États-Unis ont rouvert un canal sans la supplanter. Goïta a rencontré Poutine au Kremlin le 30 octobre 2026 et a reçu le commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) le 10 novembre, selon un média régional relayant l'agence de presse d'État malienne. Le droit américain interdit toujours certaines formes d'assistance en matière de sécurité aux gouvernements arrivés au pouvoir par un coup d'État. Le nouvel acteur est l'Algérie : le Parlement a approuvé, et la présidence a annoncé le 26 octobre, le déploiement d'unités de l'armée au Niger. Au 11 novembre, aucune unité n'avait été signalée sur place.

La confédération a produit des institutions plus vite que des actes. Sa première négociation formelle avec la CEDEAO, à Dakar le 17 octobre 2026, a institué des groupes de travail en vue d'un accord-cadre et n'a débouché sur aucune signature. La CEDEAO a réaffirmé son protocole sur la libre circulation et ne négocie avec les trois États que comme un seul bloc. Le GSIM, pendant ce temps, affronte l'État islamique au Sahel (EIS, ex-EIGS) le long de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso depuis août 2026.

Sept jugements suivent, chacun rédigé de manière à pouvoir être vérifié, à une date déterminée, au regard des informations publiques. La confiance est plus faible partout où le Burkina Faso ou le Niger porte le poids du raisonnement : le dossier de Vigil y est un état de référence, et la revue du 15 novembre a de nouveau consigné le Burkina Faso comme une limite de visibilité, non comme une accalmie.

PRINCIPAUX MOTEURS

La dépendance aux corridors

Trois États enclavés importent leur carburant par des routes qu'ils ne contrôlent pas. Les axes sénégalais et ivoirien du Mali acheminaient près de 95 % de ses importations de produits pétroliers ; le Mali a absorbé 26,5 % des exportations du Sénégal en 2024, de sorte que le blocus est aussi un problème de recettes pour les pays côtiers.

Des armées qui encaissent des pertes

Le camp de Dioura a été enlevé le 10 septembre 2026, sans qu'aucune colonne de secours ait été signalée et sans que l'armée y soit revenue. Au Niger, certains des mutins d'août seraient venus de zones comprenant Ouallam, Téra et Dosso, et des analystes ont relié ces troubles à de lourdes pertes militaires.

Une assise budgétaire qui se rétrécit

La production industrielle d'or du Mali est tombée à 42,2 tonnes en 2025, contre 54,8 en 2024 ; son projet de loi de finances pour 2027 prévoit un déficit de 596 milliards de francs CFA. Le Niger, producteur de pétrole, a manqué d'essence dans sa capitale en octobre 2026.

PRINCIPALES INCERTITUDES

CE QUI N'EST PAS CONNU

- La nature du retrait du FLA de Kidal en octobre : défaite ou préservation de ses forces.
- La cohésion de chaque armée, qui n'est pas observable tant qu'elle n'a pas cédé.
- La situation sécuritaire du Burkina Faso, que les sources publiques ne permettent pas de mesurer.
- Les termes, non publiés, des arrangements russes et du déploiement algérien, et la question de savoir si le contact avec Washington devient un canal.

LES JUGEMENTS POUR 2027

7 énoncés datés, chacun assorti de sa règle d'évaluation

ID	JUGEMENT	ATTENTE · ÉCHÉANCE	BASE
VO27-SH-01	Vigil ne s'attend pas à ce que le Mali, le Burkina Faso ou le Niger organise une élection ou un référendum à l'échelle nationale, ou en fixe la date par une loi ou un décret publiés, d'ici au 31 décembre 2027.	NON ATTENDU D'ici au 31 décembre 2027	ÉLEVÉE
VO27-SH-02	Vigil juge plausible qu'une mutinerie ou une tentative de prise du pouvoir par des militaires en activité, accompagnée de tirs à Bamako, Ouagadougou ou Niamey ou dans leurs environs, soit rapportée par des agences de presse internationales ou reconnue par le gouvernement concerné d'ici au 31 décembre 2027.	PLAUSIBLE D'ici au 31 décembre 2027	MODÉRÉE
VO27-SH-03	Vigil s'attend à ce que le GSIM (JNIM) maintienne les corridors d'importation du Mali sous une pression par phases tout au long de 2027, avec au moins un blocus nouvellement déclaré ou une attaque signalée contre un convoi de carburant sur les axes du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire. Vigil ne s'attend pas à ce que le GSIM ou ses alliés tiennent Bamako, ou toute autre capitale régionale malienne située hors de la région de Kidal, pendant sept jours consécutifs.	ATTENDU D'ici au 31 décembre 2027	MODÉRÉE
VO27-SH-04	Vigil ne s'attend pas à ce que les autorités de transition maliennes et le Front de libération de l'Azawad signent un accord politique ou de cessez-le-feu, ni à ce qu'ils ouvrent des négociations que l'un et l'autre reconnaissent publiquement, d'ici au 31 décembre 2027.	NON ATTENDU D'ici au 31 décembre 2027	MODÉRÉE
VO27-SH-05	Vigil s'attend à ce que l'Africa Corps russe demeure le principal partenaire de combat étranger du Mali tout au long de 2027. Vigil ne s'attend pas à ce que les États-Unis concluent un accord de coopération de défense publié avec le Mali, le Burkina Faso ou le Niger, ni à ce qu'ils annoncent une assistance sécuritaire létale à l'un de ces trois États, d'ici au 31 décembre 2027.	ATTENDU D'ici au 31 décembre 2027	MODÉRÉE
VO27-SH-06	Vigil juge plausible qu'une unité de l'armée algérienne soit signalée comme stationnée dans le nord du Niger — dans une déclaration officielle de l'un ou l'autre gouvernement, ou de manière indépendante par au moins deux médias parmi l'AFP, Reuters, AP, RFI, la BBC et Al Jazeera — d'ici au 30 juin 2027.	PLAUSIBLE D'ici au 30 juin 2027	FAIBLE
VO27-SH-07	Vigil s'attend à ce que la circulation sans visa et les arrangements commerciaux existants entre les trois États de l'AES et les États membres de la CEDEAO restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027 inclus, et ne s'attend pas à ce que l'un quelconque des trois redevienne membre de la CEDEAO.	ATTENDU D'ici au 31 décembre 2027	MODÉRÉE

« Attente » : le jugement de Vigil sur l'issue à l'échéance indiquée. « Base » : la solidité des sources et le degré de contestation des faits. Aucune de ces deux échelles n'est une probabilité. Les éléments de preuve, la lecture alternative et la règle d'évaluation de chaque jugement figurent dans le document complet, en anglais (Held capitals, contested roads, borrowed guarantors, VO-2027-SH). Le texte anglais de chaque jugement, consigné dans le registre public (vigilconsilium.com/assessments/2027/register/), fait foi. Recherche arrêtée au 15 novembre 2026 ; publié le 17 novembre 2026. Recherche, et non conseil.